

Siebente Sitzung – Septième séance

Mittwoch, 13. Juni 2001

Mercredi, 13 juin 2001

08.00 h

00.008

Gen-Lex. Umweltschutzgesetz. Änderung

Gen-lex. Loi sur la protection de l'environnement. Modification

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 01.03.00 (BBl 2000 2391)
Message du Conseil fédéral 01.03.00 (FF 2000 2283)

Bericht WBK-SR 30.04.01
Rapport CSEC-CE 30.04.01

Ständerat/Conseil des Etats 13.06.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 14.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Gentil Pierre-Alain (S, JU), pour la commission: Par son message du 1er mars 2000, le Conseil fédéral propose une modification de la loi sur la protection de l'environnement, consécutivement à la transmission par les Chambres de la motion Gen-lex, qui demandait la mise au point d'une législation dans le domaine de la génétique non humaine, sur la base des principes constitutionnels acceptés en 1992, à une très large majorité du peuple et des cantons.

Le message du 1er mars 2000 présente la base légale demandée par la motion Gen-lex. Le Conseil fédéral propose principalement de modifier la loi sur la protection de l'environnement ainsi que, dans une moindre mesure, des lois qui concernent la responsabilité du fait des produits, la protection des animaux, l'agriculture et les denrées alimentaires.

Votre Commission de la science, de l'éducation et de la culture s'est attachée à l'examen de ce dossier, dont elle a immédiatement remarqué qu'il était extrêmement complexe, en pleine évolution, qu'il se situait dans un champ politiquement très sensible et dans un champ juridique encore passablement vierge. Il n'y a, en effet, pas encore de réglementation uniforme acceptée sur le plan international, même si on constate, au niveau européen notamment, une tentative d'harmonisation de cette législation.

Selon l'usage, la commission a procédé au début de ses travaux à des auditions. Elle a rencontré à cette occasion plusieurs personnalités des milieux scientifiques, économiques, écologiques, en présence de représentants des différents services de l'administration concernés par le projet du Conseil fédéral, ce qui fait que, le plus souvent, les experts étaient plus nombreux que vos treize collègues.

Souvent, les institutions que nous avons entendues au début de nos travaux vous ont fait part directement, d'une manière ou d'une autre, de l'appréciation qu'elles portaient sur les résultats de ce travail. Je pense notamment au WWF qui a remis aux Services du Parlement une pétition portant 30 000 signatures, à la Commission fédérale d'éthique pour le génie génétique dans le domaine non humain qui a écrit à notre présidente, ainsi qu'à différents autres organismes qui nous ont fait connaître leurs points de vue qui ont pu nourrir votre réflexion personnelle.

Au terme de ces premiers entretiens et de ces auditions, les problèmes principaux suivants se sont dégagés, problèmes sur lesquels votre commission a concentré son attention:

1. La forme législative: fallait-il suivre le projet du Conseil fédéral et proposer au plénum une modification de la loi sur la protection de l'environnement ou proposer une loi spécifique sur le génie génétique appliqué au domaine non humain? Nous avons choisi la seconde approche. J'y reviendrai tout à l'heure.

2. Comment fallait-il apprécier et donner corps à la notion complexe de «dignité de la créature», qui figure maintenant dans la constitution? M. Bieri, vice-président de notre commission, vous exposera tout à l'heure, au moment de la discussion sur l'article 7, les choix de votre commission.

3. Comment fallait-il régler le problème de la responsabilité civile? Fallait-il suivre ou non le projet du Conseil fédéral qui propose un traitement spécifique de cette responsabilité civile appliquée au domaine du génie génétique ou adopter d'autres voies? M. Bürgi vous présentera tout à l'heure, lors de la discussion des articles 27 à 30, la solution que nous avons retenue.

4. Se posait ensuite la question des normes pénales. Le projet du Conseil fédéral ne contenait pas de normes pénales et nous nous sommes posé la question de savoir s'il fallait ou non ajouter au projet des normes pénales réprimant certains agissements coupables.

5. Fallait-il enfin – dernier point principal qui a retenu notre attention –, comme le demandent certains milieux (j'ai fait allusion tout à l'heure à la pétition du WWF), prévoir dans ce domaine complexe et délicat du génie génétique appliqué au domaine non humain un moratoire, soit une interdiction absolue ou partielle pendant un nombre d'années à déterminer?

Toutes ces questions ont conduit la commission à un examen approfondi. Nous avons consacré à ce dossier 18 séances, avec la collaboration extrêmement précieuse des services de l'administration qui ont appuyé avec compétence et bonne volonté les travaux de la commission, même lorsque celle-ci s'est engagée sur des réflexions qui n'allaient pas forcément dans le sens initial du projet gouvernemental. La commission a également pu compter sur la compétence et la disponibilité du professeur Schweizer, de l'Université de Saint-Gall, expert de la commission, qui a été d'un grand appui pour la mise au point du document que nous vous présentons aujourd'hui. J'adresse, au nom de la commission, à toutes ces personnes, de très sincères remerciements, car notre commission ne serait certainement pas parvenue au bout de ses peines sans ces appuis très précieux.

Ainsi que je vous l'ai indiqué tout à l'heure, MM. Bieri et Bürgi vous présenteront les propositions de la commission relatives au problème de la dignité de la créature et de la responsabilité civile. Je renonce donc à m'étendre plus longuement sur ces deux sujets lors de l'entrée en matière, puisque nous aurons l'occasion de les aborder très précisément dans l'examen de détail.

Vous avez, par ailleurs, reçu de la commission un rapport qui se voulait synthétique et qui faisait le point sur l'ensemble des propositions et des raisons qui ont justifié ces propositions. Je ne vais donc pas vous infliger non plus une relecture de ce document, que nous citons dans le préambule de la loi.

J'aimerais, par contre, m'attarder dans le cadre de cette discussion d'entrée en matière sur deux éléments qui me paraissent nécessiter des explications précises: le premier, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé de vous proposer une loi spécifique sur le génie génétique appliqué au domaine non humain et non pas de suivre le projet du Conseil fédéral; le deuxième élément, c'est la question du moratoire.

Ainsi que je l'ai indiqué en préambule et comme vous avez pu vous-mêmes le constater en prenant connaissance du message, le Conseil fédéral propose une modification profonde de la loi sur la protection de l'environnement, de manière à prendre en compte la problématique du génie génétique appliqué au domaine non humain.

Dans le courant de ses réflexions, la commission est parvenue à une autre conclusion. Il lui a paru plus approprié de mettre au point une loi spécifique pour les raisons principales suivantes:

1. Il nous paraît qu'ainsi le siège de la matière est plus précisément défini que si la problématique du génie génétique appliqué au domaine non humain était «diluée» dans une autre loi, dont la problématique du génie génétique ne représenterait pas le noyau principal.

2. Nous avons pu nous convaincre que la matière traitée est en constante et très rapide évolution. Il paraît donc plus approprié de lui consacrer un texte spécifique plus rapidement adaptable.

3. Même si notre systématique n'exclut pas la modification d'autres lois que celle que nous proposons de créer, il faut souligner que le texte spécifique accentue la clarté des mesures prises et nous a permis, notamment, de porter au niveau de la loi des dispositions qui sont actuellement contenues dans certaines ordonnances d'application.

La commission est heureuse que le Conseil fédéral ait pu se rallier à son point de vue, avec un enthousiasme initialement assez mesuré, il faut le dire, mais qui représente quand même un accord. Il importe de souligner que, du point de vue formel, notre commission n'a pas intégralement et complètement innové: nous avons repris dans notre projet de loi de nombreux éléments qui étaient contenus dans le projet du Conseil fédéral.

C'est le moment de vous donner quelques explications sur l'aspect un peu inhabituel de la «Fahne», comme on dit en français, que vous avez reçue pour vous permettre de suivre nos travaux. Nous avons été confrontés, avec les Services du Parlement, à un problème délicat dans la mesure où nous souhaitions pouvoir vous présenter, d'une part, dans sa logique, le texte de notre commission et où, d'autre part, nous souhaitions que vous disposiez, à titre de comparaison, des éléments du projet du Conseil fédéral, ainsi que des éléments de la législation existante. La chose n'était pas extrêmement facile à réaliser et, pour finir, après consultation des Services du Parlement, nous avons proposé la formule que vous avez sous les yeux. Dans certains cas, nous suivons le fil de la proposition de la commission – c'est le cas notamment lorsque nous examinons le problème de la loi – et dans d'autres cas – les feuilles d'autres couleurs –, nous suivons le texte du projet initial du Conseil fédéral.

Ce mode de faire est un peu inhabituel et nous nous en excusons auprès du Conseil fédéral. D'ordinaire, on se situe toujours dans la logique du projet du Conseil fédéral. Mais, dans la mesure où la commission proposait une nouvelle loi, il était normal qu'elle présente cette loi dans sa séquence logique. C'est la raison pour laquelle nous avons utilisé cet artifice de présentation. Nous aurons tout à l'heure, au moment du vote du titre et du préambule, l'occasion de revenir sur ces éléments formels, mais voilà l'explication du mode de présentation un peu inhabituel du document que vous avez sous les yeux. Nous espérons que vous aurez pu avoir cette vue synoptique et constater que, même si la forme est fondamentalement différente à de nombreux égards, quant au fond, la proposition de la commission ne diverge pas totalement de ce qu'envisageait le Conseil fédéral.

Dernier point que j'aimerais évoquer au stade de l'entrée en matière, c'est la question de l'opportunité de prévoir ou non un moratoire sur la question du génie génétique appliqué au domaine non humain.

La commission s'est très longuement penchée sur cette question, au début de ses travaux pour des questions de principe et à la fin de ses travaux après avoir pris connaissance de l'ensemble du travail accompli. Comme vous l'aurez constaté, la commission est divisée et nous aurons l'occasion de trancher entre une majorité et une minorité, au moment de l'examen de l'article 32 du projet de loi.

De l'avis de la majorité de la commission, qui n'est pas favorable au moratoire, il importe de fixer prioritairement une réglementation sévère et précise de manière à empêcher les abus et les expériences mal contrôlées, voire la mise en vente de substances ne présentant pas toutes les garanties pour le consommateur. Un moratoire absolu, donc une interdiction totale, paraît, de l'avis de tous les experts consultés,

incompatible avec notre ordre constitutionnel. Un moratoire partiel est cependant rejeté par la majorité de la commission, car, de son point de vue, il rendrait difficile la poursuite de la recherche fondamentale nécessaire dans ce domaine, ne serait-ce que pour former des spécialistes rodés aux techniques de contrôle. Enfin, le moratoire, toujours de l'avis de la majorité, n'offre pas la garantie que la réflexion se poursuivra pendant la période d'interdiction, au risque de nous retrouver, à l'issue du moratoire, dans une situation de non-décision ou de faible connaissance.

Par ailleurs, la majorité est convaincue d'avoir mis sur pied une loi qui empêche les dérapages dans le domaine du génie génétique appliqué au domaine non humain, ce qui nous permet de ne pas songer à un moratoire.

Pour la minorité de la commission, au contraire, ainsi que cela vous sera expliqué, le principe de précaution exige un moratoire que nos collègues n'envisagent cependant pas comme une interdiction absolue, mais comme une interdiction partielle qui ne toucherait notamment pas le domaine de la recherche scientifique.

De l'avis de la minorité, un moratoire paraît, en outre, une réponse adéquate aux préoccupations de la population qui semble extrêmement réticente à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, notamment dans le domaine des produits alimentaires.

Fort heureusement, au cours de nos débats, nous devons trancher cette question du moratoire lors de l'examen de l'ultime article de la loi, ce qui permettra à chacun de se prononcer véritablement en connaissance de cause, puisque l'ensemble du texte aura été lu, l'ensemble des propositions examinées, et c'est au moment de l'examen du dernier article que nous aurons l'occasion de savoir si ce moratoire est opportun ou non, suivant la proposition qui sera retenue.

J'aimerais conclure là mon préambule en adressant à mes collègues de la commission mes remerciements pour leur précieuse collaboration, tout particulièrement à MM. Bieri et Bürgi qui ont accepté de m'appuyer dans la présentation de ce dossier.

Je vous propose d'entrer en matière sur le principe. Nous devons légiférer dans ce domaine. Je vous demande, au nom de la commission, de suivre notre proposition et d'accepter la création d'une loi fédérale spécifique, contrairement au projet du Conseil fédéral.

Leumann-Würsch Helen (R, LU): 1998, vor genau drei Jahren, hat der Souverän mit allen Ständen und mit zwei Dritteln aller Stimmen die Genschutz-Initiative abgelehnt und damit deutlich gemacht, dass er die Gentechnologie nicht grundsätzlich verbieten will. Gleichzeitig hat das Parlament mit der Gen-Lex-Motion eine Überprüfung der Regelungen der Gentechnologie im ausserhumanen Bereich verlangt und den Bund beauftragt, allfällige Lücken zu schliessen, das heisst, eine Gesetzgebung vorzulegen, um Missbräuche zu verhindern. Umso mehr erstaunt es, dass nun die damaligen Befürworter der Genschutz-Initiative, welche die Abstimmung verloren haben, von allen Seiten versuchen, die Angst vor der Gentechnologie wieder zu schüren und zu verstärken. Deutlich zeigt sich bei dieser Vorlage die Schwierigkeit des Dialogs zwischen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern auf der einen und einem verunsicherten Publikum auf der anderen Seite.

Wenn die Bevölkerung von einer «natürlichen Natur» spricht, meint sie die Natur, die wir seit unserer Geburt kennen. Wissenschaftler jedoch wissen, dass es die natürliche Natur schon lange nicht mehr gibt. Wir alle wissen, dass es auch in der so genannt natürlichen Natur höchst gefährliche und höchst giftige, ja für den Menschen oft tödliche Sachen gegeben hat und immer noch gibt. Ich erinnere zum Beispiel nur an die Vogelbeeren. Von jeher hat sich die Natur immer wieder verändert, Kontinente haben sich verschoben, Tier- und Pflanzenarten sind ausgestorben, andere sind dazu gekommen. Auch unsere Lebensmittel haben mit denen unserer Vorfahren nichts mehr gemeinsam. Allerdings hat das in jahrhundertelangen Prozessen stattgefunden.

Ein erster Schritt zur künstlichen Veränderung gelang uns mit den Züchtungen und Kreuzungen verschiedener Tier- und Pflanzenarten. Über eine sehr lange Zeit und auch heute kennen und nutzen wir diese Möglichkeit. Wir haben uns daran gewöhnt und fürchten sie nicht, obwohl auch hier bei jeder Veränderung unabhängig von der Methode Risiken erwartet werden können.

Ich möchte hier Professor Klaus Ammann, Direktor des Botanischen Gartens Bern und bekannt als Skeptiker, zitieren, der in einem Interview mit dem Magazin des «Tages-Anzeigers» sagte: «Mit der Zeit habe ich immer mehr Einsicht in die klassische, also nicht gentechnologische Pflanzenzucht gewonnen, und das ist bedrückend. Beim Weizen gab es die Bestrahlungs-Zuchten, eine Brachialmethode, bei der Pflanzen auf dem Feld radioaktiv direkt bestrahlt wurden, um sie zu mutieren. Da hat man nicht lange gefackelt, ob sie freizusetzen wären, sie waren ja schon frei im Feld.» Oder die andere Aussage, Beispiel Antibiotika-Resistenz in der Landwirtschaft: «Wenn man dieses Risiko wirklich ernst nähme, müsste man den Stalldünger verbieten, denn er stellt in Bezug auf die Erzeugung von Antibiotika-Resistenz unter Bakterien ein viel grösseres Risiko dar als entsprechend genmodifizierte Futtermittel.»

Es liegt in der Natur des Menschen, sich nicht mit Althergebrachtem zufrieden zu geben, sondern neue Mittel und Wege zu suchen, um Veränderungen im Hinblick auf Verbesserungen noch schneller, noch effizienter verwirklichen zu können. Die Geschwindigkeit, mit der Forscherinnen und Forscher nun Dank der Gentechnologie Veränderung sowohl im humanen wie im ausserhumanen Bereich bewirken können, finde ich phantastisch. Etwas Unbekanntes geschieht hier. Aber: Was sind die Folgen, was kann passieren? – Fragen über Fragen.

Im Rahmen der Veranstaltungen von Science et Cité haben Forscher im Bahnhof Zürich ein interessantes Experiment durchgeführt, indem sie Gene aus den Tomaten isolierten. Passanten konnten sich daran beteiligen. Man tut das – Wissenschaftler mögen meine laienhafte Darstellung verzeihen, aber es hat mich sehr beeindruckt –, indem man die Tomaten schneidet, zerquetscht, mit verschiedenen Dingen wie z. B. Wasser- und Salzlösung in einem Reagenzglas mischt, und siehe da: Es bildet sich eine rötlich schleimige Masse, nämlich die Gene der Tomaten. Es ist erstaunlich, wie verblüfft viele Passanten reagierten. Noch erstaunlicher aber ist, wie viele Passanten sagten, sie hätten nicht gewusst, dass normale Tomaten auch Gene enthielten, sondern sie hätten sich immer vorgenommen, nie Tomaten mit Genen zu essen.

Es mutet unverständlich an, mit welcher düsteren Prognosen Gentechnologie-Kritiker nun die schlimmsten Horrorszenerien heraufbeschwören, obwohl bis heute jegliche Beweise fehlen, dass Menschen oder Tiere, die gentechnisch veränderte Nahrungsmittel konsumierten, einen Schaden erlitten haben. Es ist ebenfalls unverständlich, dass von denselben Personen dieselbe Technologie gleichzeitig als Hoffnungsschimmer für schwerst kranke Menschen gepriesen wird. Ob es wohl damit zu tun hat, dass in unseren Breitengraden für Krankheiten wie Krebs oder Alzheimer dank Gentechnologie Hoffnung besteht, während für Menschen in Indien oder China der Reis von Professor Ingo Potrykus die «grains of hope» sind?

Ist es denn ethischer, Kinder in der Dritten Welt an Vitamin-A-Mangel oder Hunger sterben zu lassen als ihnen gentechnisch veränderten Mais oder Reis zu geben? Ist es legitim, gleichzeitig zur Heilung unserer Krankheiten die Gentechnologie zu beanspruchen? Ist es da verwunderlich, dass der renommierte Professor Ingo Potrykus sagt, manchmal habe er das Gefühl, er sei im falschen Film?

Ähnlich äusserte sich auch Professor Klaus Ammann im bereits erwähnten Interview. Er sagte, die Beschäftigung mit der Molekular-Biologie, welche den Forschern ein Instrument in die Hand gebe, in Zukunft gezielter und weniger unkontrolliert zu verfahren, habe ihn von den Weltuntergangsszenarien der grünen Bewegung geheilt.

Damit meine ich selbstverständlich nicht, dass wir nun als erstes Land der Welt alle Schleusen öffnen sollen und ohne

Rahmenbedingungen jegliche Form genveränderter Produkte zu akzeptieren haben. Ängste und Besorgnisse gegenüber transgenen Organismen sind ernst zu nehmen. Hingegen sollten wir uns der Verantwortung bewusst sein, die wir einerseits für unser Land, andererseits jedoch auch anderen Ländern gegenüber haben.

Strenge Kriterien zur Missbrauchsbekämpfung sind richtig; Richtlinien aber, die so streng sind, dass sie Verbote gleichzusetzen sind, gehen zu weit. Bei der Bearbeitung des Gentech-Gesetzes haben wir sehr, sehr strenge Vorschriften eingebaut. In gewissen Punkten, so z. B. bei den Haftpflichtbestimmungen, halte ich sie sogar für zu streng. Hier habe ich ein ungutes Gefühl, was die kleinen und mittleren Betriebe betrifft.

Gemäss Artikel 27 werden gentechnisch veränderte Organismen einer lückenlosen Gefährdungshaftung unterstellt. Das heisst: Es haftet ein Hersteller, der ein gentechnisch verändertes Produkt als erster auf den Markt bringt oder in die Schweiz importiert, auch wenn das Produkt rechtmässig in Verkehr gebracht wurde und fehlerfrei ist und wenn der Schaden durch unsachgerechte Anwendung entstand. Die Vereinigung der schweizerischen Biotechnologieunternehmen umfasst etwa 120 Firmen, so z. B. auch Firmen, die im Bereich der Umwelt, also der Abfallentsorgung, oder in der Entwicklung von Pflanzen tätig sind. Was heisst das dann für diese Biotechunternehmen? Gerade KMU oder Saatguthersteller und Saatgutimporteure werden durch falsche Haftpflichtregelungen hart getroffen. Es geht nicht nur um Multis, sondern sehr oft um kleine Betriebe. Ja, selbst Bauern gehören schlussendlich zu den Saatgutherstellern. Diese könnten die Haftung für fehlerfreie Produkte, welche vom Benutzer falsch eingesetzt wurden, gar nicht tragen.

Wie sieht es in Bezug auf die Forschungsanstalten aus? Das Institut für Pflanzenforschung an der ETH ist an der Entwicklung von neuen, gentechnisch veränderten Pflanzen beteiligt. Wird mit der Formulierung, wie sie im Entwurf steht, ausgeschlossen, dass mit Bezug auf den Ersthändler die ETH für die Haftung zuständig ist? Gleiches gilt in Bezug auf alle Universitäten oder Forschungsanstalten, die sich mit Agrarforschung befassen. Muss solche Forschung nach den USA oder in den Fernen Osten verlegt werden? Wir haben die Frage der Haftung noch am letzten Kommissionstag wieder und immer wieder thematisiert. Jedes Mal waren sich unsere Juristen uneinig, wer nun genau wie haften muss.

Die kanalisierte Haftung für fehlerfreie Produkte ist weltweit ein Novum. Ich meine, die Haftung sollte auf fehlerhafte Produkte beschränkt werden. Sie stellt denn auch eine gefährliche Präzedenz für andere Branchen dar. Ich bitte also den Nationalrat eingehend, die ganzen Haftungsfragen nochmals aufzunehmen, um das Risiko zu vermeiden, dass am Schluss nicht unsere KMU unter einer weltweiten Sonderregelung bezüglich Haftung zu leiden haben. Einmal mehr stünden wir vor der Tatsache, dass die Grossindustrie ihre Produktion verlagern kann, während es für die kleinen Unternehmen hiesse, den Betrieb aufzugeben.

Ein weiterer Punkt ist die Frage der Würde der Kreatur. Ich meine, wir haben hier eine Fassung gefunden, hinter der man stehen kann. Es scheint mir aber trotzdem wichtig, dass sich der Zweirat dieser Frage nochmals annimmt, um allenfalls eine Formulierung zu finden, die den Begriff «Würde der Kreatur» noch genauer umschreibt. Nach tagelangen Anhörungen und Diskussionen besteht am Schluss die Gefahr, dass man die eigene Formulierung als die beste ansieht.

Der letzte, mir wichtige Punkt ist die Frage des Moratoriums: Ich bin grundsätzlich gegen ein Moratorium. Ich bin für strenge Bewilligungsvorschriften, aber gegen ein Moratorium. Wie der Schweizerische Koordinationsausschuss für Biotechnologie schreibt, ist eine fallweise Beurteilung von Freisetzung mit der Möglichkeit, Vorhaben mit bedeutsamen Risiken verbieten zu können, der passende Ansatz. Im Ausland wird allgemein nach diesem bereits 1986 von der OECD empfohlenen Prinzip vorgegangen. So können dort Feldversuche mit transgenen Pflanzen durchgeführt werden. Die breit abgestützte Entscheidungsfindung wird durch die

Beteiligung der Eidgenössischen Fachkommission für biologische Sicherheit und der Eidgenössischen Ethikkommission für die Gentechnik im ausserhumanen Bereich sowie durch die verwaltungsinterne Konsultation gewährleistet. Gerade die Freisetzungsversuche für transgenen Mais oder transgene Kartoffeln, welche abgelehnt wurden, beweisen, dass dies im Einzelfall klappt und ein Moratorium keine zusätzliche Sicherheit bieten würde.

Auch für die Landwirtschaft schränkt das Moratorium die technischen Alternativen bei Problemlösungen unverhältnismässig ein. Es darf nicht davon ausgegangen werden, dass eine Landwirtschaft, welche ausschliesslich auf herkömmlichen Züchtungs- und Pflanzenschutztechniken beruht, automatisch frei von negativen Umwelteinflüssen ist. Für die Forschung wäre das Moratorium jedoch tödlich. Denn für die landwirtschaftliche und ökologische Forschung sind Feldversuche nötig, vor allem auch, um die Risikoforschung vorantreiben zu können, die im Moment noch ungenügend ist.

Ein Moratorium hiesse demnach, dass die Feldversuche in geschlossenen Räumen stattfinden müssten, was absolut widersinnig ist. Wird die Forschung jedoch vom Moratorium ausgenommen, so verliert das Moratorium seinen Sinn. Ich erinnere hier daran, dass die ETH in Fragen der Bio- und Gentechnologie weltweit zu den Spitzenuniversitäten gehört. Dieser Zustand kann nur erhalten werden, wenn auch die Rahmenbedingungen stimmen. Sonst besteht die Gefahr, ein äusserst interessantes potenzielles Forschungsfeld zu vernachlässigen. Ein Moratorium würde ein falsches Signal aussenden und hätte eine Einengung der Sicherheitsforschung zur Folge.

Nicht zu vergessen ist aber auch unsere Chemie- und Pharmaindustrie. Eine wissenschafts- und wirtschaftsfeindliche Haltung schadet sowohl dem Forschungsplatz als auch dem Wirtschaftsstandort Schweiz, denn die Entwicklung transgener Pflanzen kann durch ein Moratorium eines einzelnen Landes nicht aufgehalten werden. Gentechnologie zwischen Chance und Risiko: Für mich bedeutet die Gentechnologie eine Chance, die es bei allem Abwägen selbstverständlich sinnvoll zu nutzen gilt, und das nicht nur in der Medizin.

In diesem Sinn bin ich für Eintreten.

Slongo Marianne (C, NW): In unendlich vielen Stunden haben wir in der Kommission über die gesetzlichen Regelungen der Gentechnik im ausserhumanen Bereich nachgedacht, Meinungen angehört, diskutiert und entschieden. Ich politisiere nun seit sechzehn Jahren in der Legislative, und ich kann schlicht sagen: Dies ist wohl die schwierigste Materie, welche ich je zu beurteilen hatte.

Was macht denn die Sache so schwierig? Praktisch für alle plausiblen Argumente gibt es nachvollziehbare Gegenargumente. Die Risiken transgener Organismen werden sehr kontrovers beurteilt. Für die einen ist die Freisetzung transgener Pflanzen ein unvermeidbares Risiko, während andere – zu denen ich mich zähle – darin auch Chancen für die Zukunft erkennen.

Ganz wichtig ist mir jedoch die Entscheidungsfreiheit der einzelnen Konsumierenden mit klaren Kennzeichnungsdeklarationen im Gentechnikgesetz. Deshalb habe ich bei Artikel 14 aus voller Überzeugung für die Minderheit gestimmt, weil eben wichtige Kennzeichnungspflichten auf Gesetzesstufe und nicht nur auf Verordnungsstufe geregelt werden müssen. Diesen politischen Willen – die klare Deklaration von Lebensmitteln – habe ich im Vorfeld der Wahlen stets vertreten. Folgerichtig sehe ich hier die Mündigkeit der Konsumierenden, gepaart mit echten Chancen für die Produzierenden.

Hand aufs Herz: Gelänge es beispielsweise morgen, ein GVO, ein genverändertes Gemüse mit sichtbarem Jungbrunneneffekt, z. B. Antirunzelsalat, zu züchten, wie würden sich die abwartend kritischen Konsumierenden dann verhalten? Könnte dieses denkbare Phantasieprodukt nur im Ausland oder eben auch im Inland produziert werden?

Nachdenklich hat mich die Aussage gestimmt, dass offenbar zurzeit die Forschenden der ETH Zürich ihre Freisetzungs-

versuche nur im Ausland machen können. Wird den Forschenden der Schritt zum Feldversuch verwehrt, verliert der Forschungsplatz Schweiz zweifellos an Attraktivität. Zudem würde die Öffentlichkeit dadurch wenig über die Erfolge und Misserfolge von transgenen Pflanzen erfahren. Private Forschungsinstitute könnten jederzeit durch einen Standortwechsel ins Ausland ausweichen. Für die öffentliche Forschung der ETH würden massive Nachteile entstehen. Junge Schweizerinnen und Schweizer müssten auswandern.

Wie steht es mit dem wettbewerbsfähigen Wirtschaftsstandort Schweiz? Ich stehe voll zu den ethischen Kriterien der Menschengerechtigkeit, der Sozial- und Naturverträglichkeit. Ich will jedoch, dass innovative Unternehmen auch in unserem Land Spielräume für künftige Entwicklungen erhalten. Die strengen rechtlichen Bedingungen sind dabei selbstverständlich zu beachten und sollen stets kontrollierbar sein. Ich will keinesfalls die vorhandenen Ängste gegenüber dieser neuen Technik bagatellisieren, im Gegenteil. Ich nehme sie sehr ernst. Ich weiss auch, dass es absolute Sicherheit nie geben wird.

Ich bin für Eintreten, weil wir Ihnen wirklich äusserst strenge Gesetzesbestimmungen vorschlagen und diese Technik für mich mehr Zukunftschancen als Risiken beinhaltet.

Bürgi Hermann (V, TG), für die Kommission: Im Rahmen des Eintretens geht es insbesondere um die Beantwortung der Frage, ob wir mit dem vorliegenden Gesetzentwurf dem Gesetzgebungsauftrag, den wir zu erfüllen haben, nachkommen.

Masstab oder Richtschnur für die Beurteilung sind in erster Linie die in diesem Zusammenhang bestehenden verbindlichen Vorgaben. Gleichzeitig sind selbstverständlich die Ihnen vorgeschlagenen Lösungen auch auf ihre Tauglichkeit hinsichtlich der Erreichung des angestrebten Zweckes zu überprüfen.

Zur Ausgangslage ist vorweg festzuhalten und zu unterstreichen – das ist heute Morgen auch getan worden –, dass die Gen-Schutz-Initiative, welche strikte Verbote in der Gentechnologie verlangte, abgelehnt worden ist. Das bedeutet, dass sich eine Mehrheit in diesem Land für eine angemessene gesetzliche Regelung ausgesprochen hat.

Was nun diese gesetzliche Regelung anbelangt, bestehen im Wesentlichen zwei Vorgaben für den Gesetzgebungsauftrag:

Es ist einmal auf Artikel 120 der Bundesverfassung zu verweisen, welcher den Gesetzgebungsrahmen für die Regelung der Gentechnologie im ausserhumanen Bereich absteckt. Danach hat der Gesetzgeber den Menschen und seine Umwelt vor Missbräuchen der Gentechnologie zu schützen. Zu diesem Zweck hat er Vorschriften über den Umgang mit Keim- und Erbgut von Tieren, Pflanzen und anderen Organismen zu erlassen. Von zentraler Bedeutung im Rahmen dieses Verfassungsauftrages ist dabei der Schutz der Würde der Kreatur, es geht ebenso um die Sicherheit von Mensch und Tier und um die Erhaltung der genetischen Vielfalt.

Eine weitere Vorgabe, an die wir uns im Rahmen unserer gesetzgeberischen Tätigkeit zu erinnern haben, ist die vom Parlament 1997 gutgeheissene Gen-Lex-Motion. Danach sind insbesondere folgende Grundsätze auf Gesetzesstufe zu konkretisieren, man kann sie – in Wiederholung des Verfassungsauftrages – wie folgt zusammenfassen: Würde der Kreatur, Schutz der Artenvielfalt, nachhaltige Nutzung natürlicher Ressourcen, Schutz von Leben und Gesundheit des Menschen, Schutz von Natur und Umwelt sowie Förderung des Dialogs mit der Öffentlichkeit über Nutzen und Risiken der Gentechnologie.

Vergleicht man nun den vorliegenden Gesetzentwurf mit diesen Vorgaben, dann darf meines Erachtens ohne Zweifel festgestellt werden, dass diese im Grundsatz erfüllt werden. Dabei rechtfertigt es sich aus meiner Sicht, zum Schutz von Mensch und Umwelt und insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass die Risikoforschung im Bereich der Gentechnologie noch in den Anfängen steckt, den Umgang mit gen-

technisch veränderten Organismen strengen Regeln zu unterwerfen, so wie wir das in diesem Gesetz getan haben. In formeller Hinsicht ist die Schaffung eines eigenständigen Gesetzes als Gewinn zu bezeichnen. Abgesehen davon, dass mit der Herauslösung der Regelung der Gentechnologie im ausserhumanen Bereich die Bedeutung und der Stellenwert der Gesetzgebung in diesem heiklen und umstrittenen Gebiet zum Ausdruck kommt, wird mit diesem Schritt auch die Benutzerfreundlichkeit dieser eher komplexen Gesetzesmaterie verbessert.

Der Nachteil, der möglicherweise mit dem Vorschlag der Kommission, ein eigenständiges Gesetz zu schaffen, verbunden ist, besteht darin, dass zahlreiche weitere Gesetze abgeändert werden müssen. Dieser Nachteil wird meines Erachtens durch das Interesse an der Sache bei weitem aufgewogen.

Selbstverständlich bin ich mir bewusst, dass nun das zu beratende Gentechnikgesetz je nach Standort des Beobachters kontrovers beurteilt wird. Es dürften unter anderem die auch vom Kommissionspräsidenten erwähnten Punkte sein, die zu Diskussionen Anlass geben. Insbesondere wird die Regelung der Haftpflicht für allfällige Schäden ein Punkt sein, der zweifellos kontrovers diskutiert wird.

Ich möchte hier die Detailberatung nicht vorwegnehmen, aber im Zusammenhang mit der Haftungsfrage möchte ich bereits jetzt aus meiner Sicht festhalten, dass in Anbetracht der zahlreichen Unbekannten, die mit der Gentechnologie verbunden sind, eine – ich sage jetzt einmal – strenge Haftung vorzusehen ist.

Für eine überwiegende Mehrheit unserer Bevölkerung handelt es sich bei gentechnisch veränderten Organismen, insbesondere wenn sie in Verkehr gebracht werden, nicht um Dinge, Produkte oder Substanzen wie andere, weshalb den diesbezüglichen Bedenken im Zusammenhang mit der Abdeckung allfälliger möglicher Risiken Rechnung zu tragen ist. Wie auch immer diese Haftung nach durchgeführter Detailberatung letztendlich ausgestaltet sein wird, eines möchte ich jetzt schon unterstreichen: Für mich ist das Problem der Versicherbarkeit nicht das Mass aller Dinge.

Von zentraler und damit grundsätzlicher Bedeutung ist im Weiteren die Frage des Moratoriums. «Gentechnologie – Fluch für die einen, Segen für die andern»: So ausschliesslich darf die Fragestellung weder auf der einen, noch auf der anderen Seite gestellt werden. Die Gentechnologie ist ein Faktum, sie existiert, und sie ist ein realer Bestandteil der wissenschaftlichen Tätigkeit und der Forschung.

Die Geschichte lehrt uns, dass wissenschaftlicher Fortschritt und wissenschaftliche Erkenntnisse nie mit Verboten allein in kontrollierte und geordnete Bahnen gelenkt werden können. Hinzu kommt die Tatsache, dass ein einmal in die Welt gesetzter Gedanke, eine Idee, ein Wissen nicht mehr zurückgenommen werden kann. Die Wissenschaft bietet oft, wie das jetzt gerade das Beispiel der Gentechnologie zeigt, nicht nur Sicherheit, sondern sie schafft eben auch Unsicherheit.

Vor diesem gedanklichen Hintergrund – Sie können es auch Ausgangslage nennen – scheint es mir nun die adäquatere Lösung zu sein, mittels Geboten das Geschehen so gut wie möglich in den Griff zu bekommen. Im Gentechnik-Gesetz betrifft dies in erster Linie den Umgang mit gentechnisch veränderten Organismen. Zu diesem Umgang gehört eben auch die Nutzung, das Inverkehrbringen.

Der von der Kommission vorgeschlagene Kompromiss, nämlich die Beschränkung des Moratoriums auf Nutztiere, ist aufgrund einer eingehenden Rechtsgüterabwägung zustande gekommen. Das muss man der Kommission zugute halten. Wie immer man zu diesem umstrittenen Problemkreis, also zur Frage eines Moratoriums, Stellung bezieht: Die Sichtweise darf nicht allzu eingeschränkt sein. Sie darf sich insbesondere nicht nur auf die Sichtweise in Bezug auf unser Land beschränken; sie muss im wahrsten Sinne des Wortes ganzheitlich sein. Es steht für mich auch fest, dass ein Motiv, welches ausschliesslich Gesichtspunkte der Marktregulierung einschliesst, für ein Moratorium nicht ausreichend wäre. Aber Sie haben das auch schon gehört, wir

haben ja die Chance, diese Frage ganz am Schluss beurteilen zu können, nämlich «en connaissance des causes». Wenn wir wissen, wie dieses Gesetz ausgestaltet ist, können wir immer noch frei entscheiden, wie wir uns zu dieser Frage stellen.

Abliessend ersuche ich Sie, auf diese Vorlage einzutreten.

Langenberger Christiane (R, VD): Au cours de ces dernières années ou derniers mois, l'opinion publique a été secouée par des accusations et contre-accusations sur les risques et les avantages de l'utilisation de la biotechnologie pour produire des aliments de qualité, et en grande quantité. D'emblée, nos travaux ont dû tenir compte de ce contexte très controversé puisque les milieux écologistes, les consommatrices, l'Union suisse des paysans, la Commission d'éthique se sont prononcés en faveur d'un moratoire général ou partiel avant même que nous commencions nos travaux.

Le nombre d'experts entendus, la diversité des points de vue défendus, que ce soit en matière de dignité humaine, d'appréciation des risques ou des responsabilités civiles, nous ont toutes et tous – du moins je l'imagine – beaucoup préoccupés. Le sentiment de porter une responsabilité non négligeable dans le débat sur le génie génétique, même si nos décisions ne changeront en rien le cours des choses au niveau international, nous incite à prendre un maximum de précautions.

Notre projet est en effet sévère, très sévère, sans compromettre pour autant les chances de recherche dans un domaine qui pourrait répondre à un certain défi d'avenir, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement et des besoins nutritionnels. En même temps, il tient compte de certaines évolutions susceptibles d'engendrer des risques peut-être irréversibles. Selon de nombreuses sociétés de scientifiques, les méthodes actuelles ont jusqu'à présent bien fonctionné. Les techniques d'ADN recombinant ont été déjà employées pour développer des plantes respectueuses de l'environnement, possédant des traits qui protègent les récoltes et qui permettent aux fermiers de réduire l'utilisation de pesticides et d'herbicides.

La génération suivante des produits promet de fournir encore de plus grands avantages aux consommateurs, tels qu'une meilleure nutrition, des huiles plus saines, un plus grand apport de vitamines, une meilleure conservation, une résistance aux maladies et aussi à la sécheresse – point non négligeable dans les pays en voie de développement –, du plastique biodégradable, des médicaments plus performants, etc. Etant donné l'explosion démographique dans les pays en voie de développement essentiellement, la biotechnologie pourrait être amenée à jouer un rôle très important pour faire face aux problèmes de dégradation de l'environnement, de famine et de pauvreté.

Il est, dès lors, important que nous menions une politique qui permette à notre pays de rester à la pointe de la recherche dans ces domaines porteurs et d'éviter de donner aussi des signes susceptibles de décourager les scientifiques et d'inciter à la fuite de cerveaux vers l'étranger.

Ce serait extrêmement dommageable pour notre industrie chimique et pharmaceutique, et donc pour l'économie de notre pays. Le canton de Vaud, par exemple, est en train de relever la tête, après des années de disette et de faillites de PME, grâce à l'arrivée d'entreprises actives dans le domaine de la biotechnologie. Aucune découverte scientifique n'est totalement à l'abri des risques. La recherche tâtonne souvent, à l'aveugle. Il est donc particulièrement difficile de cerner les risques, ceci d'autant plus que la nature elle-même ne cesse de procéder à des sélections, à des éliminations souvent irréversibles. Nous devons donc aussi octroyer à la science une certaine liberté d'action.

Les opposants ont évidemment un discours bien différent. Sans vouloir aller aussi loin que ceux qui demandent un moratoire général de dix ans, permettez-moi d'exprimer certaines de mes inquiétudes. Malgré l'expérience déjà acquise en cultivant des OGM, on n'a pas encore analysé avec pré-

cision divers dangers tels que de nouvelles maladies virales, les retombées inattendues lors d'une utilisation intense, à large échelle, ainsi que les conséquences à long terme. De plus, l'utilisation d'OGM pourrait, en modifiant l'exploitation du sol ou en provoquant des invasions biologiques de nouveaux organismes, avoir des influences négatives sur la biodiversité locale. Le problème de pollution génique est d'autant plus inquiétant en Suisse que notre pays est exigu et les terres agricoles morcelées. La cohabitation entre culture de plantes génétiquement modifiées et les champs de culture bio paraît donc problématique. Nous ne sommes pas aux Etats-Unis.

La maladie de la vache folle a engendré des craintes qui vont laisser des traces, même si cela n'a rien à voir avec le génie génétique. Elle a tout de même démontré que, pour des raisons essentiellement financières, on est prêt à faire un peu n'importe quoi. Notre projet ne peut faire abstraction de ces craintes. Nous ne pouvons donc ignorer le risque du lancement d'une initiative, ou d'un référendum, qui serait difficile à combattre en raison de la méfiance actuelle de la population. N'oublions pas que la population ne saisit pas, pour l'instant, les avantages de l'utilisation du génie génétique dans le domaine non humain, c'est-à-dire l'alimentaire. En effet, nous vivons dans l'abondance, nos produits sont de bonne qualité, même si certains ont perdu de leur saveur d'antan.

Notre paysannerie s'est astreinte à une utilisation raisonnable de produits chimiques, quand elle n'a pas carrément viré au bio, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que tout ce qui est bio est sans risque. Mais ça, c'est encore un autre débat.

Il me semble dès lors que notre projet répond à la majorité de ces remarques, sans entraver pour autant la recherche capable, précisément, d'apporter avec le temps des réponses aux questions que nous nous posons. La possibilité d'autoriser ou d'interdire la dissémination d'organismes génétiquement modifiés ou leur mise en circulation selon des critères extrêmement sévères, notamment leur effet sur le sol, leur résistance aux antibiotiques, sont soumis à une large consultation avec le concours de la Commission fédérale d'experts pour la sécurité biologique et la Commission fédérale d'éthique pour la biotechnologie dans le domaine non humain. Cela devrait contribuer à un maximum de sécurité. Ces mêmes critères ont d'ailleurs provoqué l'interdiction en 1998 d'essais en pleins champs du maïs et des pommes de terre transgéniques, ce qui prouve bien que l'on décide avec la rigueur voulue.

Je laisserai pour ma part aux juristes le soin de débattre des articles concernant la responsabilité civile. Je me limiterai à penser qu'il faudrait exclure l'application de cette disposition pour les médicaments mis légalement sur le marché et sans défauts. Nous devons aussi concevoir une loi qui soit applicable. Or, pour ma part, je crois qu'aucune assurance n'a pour l'instant accepté de prendre ce genre de risques. On parle d'un fonds, il sera nécessaire d'y réfléchir. De même, une autre idée se fait jour, c'est-à-dire qu'on pourrait lancer un programme national de recherche sur l'analyse des risques. Ce serait peut-être un complément d'informations dont nous aurons besoin.

Avec des mesures contraignantes de dissémination, une législation sévère en matière de responsabilité civile et des mesures pénales qui ne le sont pas moins, nous avons la loi la plus sévère d'Europe, et nous devons dès lors refuser la proposition de moratoire de la minorité de la commission. Un moratoire, quel qu'il soit, ne permettra pas de faire progresser certaines technologies utiles pour notre agriculture. Un moratoire ne permet pas de générer un climat favorable à la recherche. Un moratoire créerait un climat de peur et donnerait un mauvais signal. Certaines grandes entreprises pourront échapper au moratoire en déplaçant leur expérience à l'étranger, renforçant ainsi leur monopole en matière de recherche génétique, au détriment de la recherche publique. On peut alors imaginer que ces institutions publiques auront moins de moyens à mettre à la disposition de la recherche génétique en faveur précisément de pays en voie de développement.

Notre projet est certainement encore perfectible, mais il va dans la bonne direction. Je vous propose dès lors d'entrer en matière.

Plattner Gian-Reto (S, BS): Ich möchte mich nun nicht auch in die Reihe jener einreihen, die hier zu Recht grundsätzliche Überlegungen über die Gentechnik als solche angestellt haben. Man weiss seit der Vorbereitung der Abstimmung über die Gen-Schutz-Initiative, wie ich darüber denke.

Ich möchte zwei Dinge versuchen. Ich möchte Ihnen zeigen, wo wir heute stehen, rund vier Jahre nach dieser ersten Debatte, und ich möchte zeigen, welche die heutigen speziellen Probleme sind und was die Kommission, in der ich mitarbeiten durfte, dazu beizutragen versucht hat, um diese Problemstellung, wie sie sich heute ergibt, wirklich sauber aufzuarbeiten und ein gutes Gesetz zu erlassen.

Wir bewegten uns 1998 in einem Spannungsfeld, in dem vor allem Forschung, Medizin und Lebensmittel eine grosse Rolle spielten; es ist ganz klar, dass die Abstimmung deshalb so klar gewonnen werden konnte, weil das Volk ganz eindeutig weder die Forschung noch den medizinischen Fortschritt hindern wollte. Das war die entscheidende Auseinandersetzung, und sie hat zur Ablehnung der Gen-Schutz-Initiative geführt. Heute ist das Problem – politisch gesprochen in einem gewissen Sinn das verbleibende Problem – das Essen, also die landwirtschaftlichen Produkte und die Lebensmittel, die daraus gewonnen werden können. Da ist die Situation politisch viel heikler, weil hier ein Dialog zwischen Kopf und Bauch im wörtlichen Sinne stattfindet. Der Kopf, die Wissenschaft, versucht Neuigkeiten, Innovationen zu schaffen und verspricht sich viel davon, und der Bauch der Bevölkerung, durch den das Essen und die Lebensmittel gehen müssen, verspürt ein gewisses Unbehagen über solche fremden, unbekanntem Nahrungsmittel. Ich möchte Ihnen klar zu bedenken geben, dass die Auseinandersetzung in diesem Bereich eine andere ist als die, die wir vor vier Jahren geführt haben. Sie wird mit anderen Argumenten gewonnen werden müssen, wenn es je zu einer Abstimmung kommen sollte.

Wir haben uns also in der Kommission in den langen anderthalb Jahren, in denen wir uns mit dem Vorschlag des Bundesrates beschäftigt haben, vor allem mit den Fragen beschäftigt, die im Lebens- und Futtermittelbereich wichtig sind. Die medizinischen Fragen und die Forschung waren in der Kommission unbestritten. Es waren sich von links bis rechts alle einig, dass hier nach dem Verdikt von 1998 kein sehr grosser Handlungsbedarf mehr besteht. Handlungsbedarf besteht im Bereich Landwirtschaft und Nahrungsmittel.

Es war schön und gut mitzuerleben, wie in der Kommission alle Grabenkämpfe vermieden werden konnten. Die Atmosphäre war über die vielen Sitzungen hinweg ausgezeichnet. Ich würde sagen, sie war gerade so rational, wie es eben nötig ist, um Sachfragen zu lösen, und doch genügend emotional, damit die Probleme auch wirklich immer auf dem Tisch lagen und dann diskutiert werden konnten. Ich habe es sehr geschätzt, in dieser Kommission mitarbeiten zu dürfen. Ich bin auch überzeugt, dass sie eine sehr gute Arbeit geleistet hat. Das ist kein Eigenlob eines Kommissionsmitgliedes, sondern eine schlichte Feststellung.

Wir hatten den Auftrag, die Gen-Lex-Motion umzusetzen, und wir haben das getan. Ich meine, sagen zu dürfen, dass dieses Gesetz alles, was in der Gen-Lex-Motion versprochen wurde – die im Abstimmungskampf eine grosse Rolle gespielt hat –, tatsächlich auch einlöst. Wir haben keine Lücken gelassen. Das Parlament hat nach der Abstimmung nicht gesagt, der Krieg sei jetzt gewonnen und man könne wieder hinter die gemachten Versprechungen zurückgehen, im Gegenteil: Ich bin überzeugt, dass Sie, wenn Sie das Gesetz mit den Forderungen in der Motion vergleichen, feststellen werden, dass wir in manchen Punkten eigentlich über die damals gemachten Versprechungen hinausgegangen sind.

Ich nenne einige Punkte, die mir besonders wichtig sind – es sind vielleicht nicht jene, die politisch zentral sind –: Wir haben erstens, das finde ich sehr wichtig, das Beschwerde-

recht der Umweltschutzorganisationen auf Freisetzungen erweitert. Das war im alten Umweltschutzgesetz nicht möglich, weil Freisetzungen keine baulichen Anlagen sind, für die eine Umweltverträglichkeitsprüfung nötig ist. Wir haben das eingeführt. Dieses Beschwerderecht ist ein starker gesellschaftlicher Kontrollmechanismus, der hier nun einsetzen kann und die Behörden, die über die Bewilligungen zu entscheiden haben, immer disziplinieren wird, wie auch immer sie selber denken mögen. Da ist ein Korrektiv angebracht worden, das funktionieren wird. Es ist eine Rückkoppelung zwischen Verwaltung, Behörden und der Bevölkerung, die ich als sehr wichtig anschau.

Wir haben einen zweiten solchen Regelkreis ins Gesetz eingebaut – das war ein Versprechen, und wir haben es gehalten –: Das ist die Haftpflicht. Die Haftpflicht ist ein Regelkreis. Wer etwas auf einem Gebiet einbringt, in dem Unsicherheit herrscht, weiss dann, dass er die allfällig entstehenden Kosten selber zu tragen haben wird – natürlich besonders die durch Schäden entstehenden Kosten. Somit ist dies kein gesellschaftlicher, sondern ein marktwirtschaftlicher Regelkreis. Man führt die Nutzen und die Kosten zusammen und verbindet sie über diese Haftpflichtregelung. Das wird ein zweites, starkes Regulativ sein. Niemand wird sich, besonders wegen der heutigen Unversicherbarkeit, solche Risiken leisten können und mit zuviel Übermut ein Produkt auf den Markt werfen, dessen Folgen er nicht kennt. Ich meine, das ist eine zweite automatische und ausserordentlich wichtige Regelung. Die von uns vorgeschlagene Haftpflichtregelung – über Details will ich hier nicht reden, das machen wir in der Detailberatung – ist wirklich sehr, sehr scharf ausgestaltet. Wir sind zusammen mit dem Bundesrat innovativ gewesen und haben eine gute Regelung getroffen.

Wir haben drittens auch jene Versprechen eingelöst, die damals der Bevölkerung besonders wichtig waren. Wir sagten: keine Verbote, aber der Konsument soll entscheiden dürfen. Der Konsument kann aber nur entscheiden und somit einen weiteren Regelkreis in Funktion bringen, wenn er weiss, was ihm verkauft wird. Die Kennzeichnungsvorschriften sind also ausserordentlich wichtig, gerade im Lebensmittelbereich. Ich meine, auch hier sind wir recht weit gegangen. Wenn allenfalls die Fassung der Minderheit, die dort noch besteht, angenommen würde, hätten wir es doch wirklich bis ins Detail sauber, gut und streng geregelt.

Wir haben viertens den eigentlichen Umweltschaden ins Gesetz aufgenommen. Das ist etwas völlig Neues für diese spezifische Technologie, die mit dem Lebendigen arbeitet und von der wir nicht genau wissen, wie sie sich allenfalls auf Ökosysteme auswirken könnte. Da haben wir erstmals den eigentlichen Umweltschaden, der bisher nicht im Gesetz war, eingeschlossen, beschränkt allerdings auf diesen Bereich. Auch das halte ich für einen grossen, wichtigen Schritt, den die Kommission gemacht hat.

Wir haben fünftens ein Moratorium für gentechnisch veränderte Nutztiere ins Gesetz aufgenommen, also ein Moratorium, das dem entspricht, was nun im landwirtschaftlichen Bereich von einer Minderheit verlangt wird und gegen das ich mich wehre.

Im Zusammenhang mit den Nutztieren war die Diskussion interessanterweise sehr viel weniger heftig, obwohl ich eigentlich bezüglich der Würde der Kreatur gedacht hätte, dass es viel eher darum gehen wird, bei den Nutztieren zu bremsen als bei den Pflanzen. Aber bei den Pflanzen ist man näher am durchschnittlichen Menschen dran als bei den Nutztieren; insofern war dieses Moratorium offenbar leichter durchzubringen.

Wir haben schliesslich die Ethikkommission im Ausserhumanbereich gestärkt, nicht so sehr in ihren Kompetenzen – die haben wir gleich gelassen –, aber wir haben ihr entsprechend dem Auftrag, den sie seinerzeit ohne Gesetzesgrundlage vom Bundesrat erhielt, eine Pflicht zum Dialog mit der Öffentlichkeit mit auf den Weg gegeben. Das scheint mir in diesem Zusammenhang sehr entscheidend zu sein. Die Ethikkommission muss auch – das möchte ich dem Bundesrat ins Buch schreiben – jeweils im Budget genügend Geld bekommen, damit sie diesem Auftrag mehr nachkommen

kann, als sie das in den letzten Jahren tun konnte. Ich denke, der Bundesrat und das Buwal werden nicht darum herum kommen, das Budget der Ethikkommission zu erhöhen, sonst kann sie die Aufgaben, von denen wir wünschen, dass sie sie erfüllt, nicht erfüllen.

Bleibt am Schluss – nach all diesen Gutpunkten, nach all diesen klaren Qualitäten eines Gesetzes, das in einen Rahmen hineinpasst, wo im heutigen Zustand überhaupt noch fast nichts geregelt ist – nur die Frage des Moratoriums, welches die Gemüter wirklich noch bewegt.

Ich will hier keine scharfe Attacke gegen ein Moratorium führen. Ich wäre allenfalls dafür zu haben gewesen, einen Schutz der schweizerischen Landwirtschaft vor gentechnischen Produkten im Interesse der Landwirte ins Auge zu fassen, die in der kleinräumigen Schweiz unter schwierigen Bedingungen arbeiten und denen man hier eine Marktchance mit dem Label «Bio ohne Gen» hätte eröffnen können. Aber nur aus dieser Überlegung heraus wäre ich für ein Moratorium zu haben gewesen; ich habe das am Anfang der Kommissionsarbeit signalisiert.

Es hat sich dann im Laufe der Diskussion in der Kommission gezeigt, dass ein solches Moratorium verfassungswidrig wäre, weil es der Handels- und Gewerbefreiheit widerspricht; dass man auf diese Art eben nicht Wirtschafts- oder Landwirtschaftsschutz betreiben kann. Es geht nur in einer Weise, wie es Ihnen die Kommission jetzt mit diesen drei Regelkreisen beantragt: Konsumenten über Kennzeichnungspflicht, Produzenten über Haftpflicht und Behörden über das Beschwerderecht der Umweltorganisationen.

Aus diesem Grund werde ich nicht für ein Moratorium stimmen können, ganz abgesehen von der Frage, ob es dann, wie immer es formuliert wird, auch in die Forschung, die Lehre und die Produktion unserer grossen Industrien eingreifen würde. Der Vorschlag, wie er bis jetzt auf dem Tisch liegt, tut das teilweise immer noch. Das allein ist für mich als Basler und als Mitglied einer Universitätsleitung Grund genug, aus einem sachlichen Grund gegen den Antrag der Minderheit bei Artikel 32bis zu sein.

Summa summarum: Ich meine, die Bevölkerung muss und darf zur Kenntnis nehmen, dass die Parlamentskommission, die diese Aufgabe übernommen hat, in sehr fleissiger, gründlicher und überlegter Arbeit einen sehr guten Gesetzesvorschlag unterbreitet. Es wäre ein haarsträubender Treppenwitz der schweizerischen Parlamentsgeschichte, wenn gegen ein so gutes Gesetz wegen irgendwelcher Nebenpunkte am Schluss ein Referendum ergriffen würde. Da würden sich die Leute wirklich ins eigene Bein, in den eigenen Fuss schiessen!

Wenn man politisch etwas ändern will, dann bleibt nur der Weg über Volksinitiativen. Das möchte ich jenen ins Stammbuch schreiben, die heute schon darüber nachdenken, mit dem normalen politischen Mittel des Referendums ihrem Unmut Ausdruck verleihen zu wollen. Das sollte man auf keinen Fall tun! Gerade jene, welche meinen, dass die Gentechnologie geregelt und gebändigt werden müsse, weil sie inhärent gefährlich sei – was ich persönlich nicht glaube –, sollten froh sein, dass nun dieses dicke Gesetzeswerk auf dem Tisch liegt, und ihm eigentlich mit Begeisterung zustimmen. Verbessern kann man es dann immer noch, und der Zweitrat wird ja auch noch einiges dazu zu sagen haben.

Ich empfehle Ihnen einzutreten.

Berger Michèle (R, NE): Je ne voulais pas prendre la parole dans ce débat d'entrée en matière, puisque je suis d'accord d'entrer en matière sur cette loi. Mais, au vu du tir groupé auquel nous avons assisté contre l'idée d'un moratoire, j'aimerais quand même annoncer qu'il existe dans la Chambre haute quelques députés munis d'un très bon bouclier qui essaieront de défendre le principe d'un moratoire. Il s'agirait non pas d'un moratoire total tel que nous l'avons entendu jusqu'à maintenant, mais d'un moratoire partiel et qui ne pénalisera pas la recherche.

Je ne vais pas développer les thèses maintenant; nous en parlerons au moment où nous traiterons de l'idée de moratoire.

Pfisterer Thomas (R, AG): Nach dem Votum von Herrn Plattner wird es mir fast noch einmal «gsmuech», wie man auf Schweizerdeutsch sagt, bei der Frage, ob es für ein Nichtkommissionsmitglied überhaupt erlaubt sei, sich zu äussern. Ich habe beim Studium dieser Unterlagen eine grosse Hochachtung vor der Arbeit der Kommission erworben; ich möchte der Kommission und ihren Helfern dafür herzlich danken.

Für uns Nichtkommissionsmitglieder wird es eben besonders schwierig, die Frage zu entscheiden, ob man der Kommission folgen kann. Die Gentechnologie wirft grundsätzliche Wertfragen auf. Sie haben diese eindrücklich diskutiert und hier in der Debatte erneut dargestellt. Ich meine, es sei etwas eine Frage der Grundhaltung, mit der man an diese Vorlage herangeht. Es geht um die Frage, ob man die Sache im Rückspiegel oder mit einem Scheinwerfer auf die Zukunft ausgerichtet in Angriff nimmt. Sie haben festen Boden in einer Werthaltung gesucht, und wir als Nichtkommissionsmitglieder müssen dies wahrscheinlich erst recht tun.

Wenn ich den Entwurf richtig verstehe, sind Sie von einem Vorrang der Gesundheit des Menschen gegenüber bestimmten Umweltgütern, von einem Vorrang der Umwelt gegenüber der Forschung und in einem gewissen Sinne auch gegenüber der Wirtschaftsfreiheit von Biotechunternehmen ausgegangen. Das schien mir an sich richtig.

Trotzdem bleiben eine Reihe von Unsicherheiten. Es gibt ungeklärte Fragen. Gewisse Wirkungen der Gene sind noch nicht genügend bekannt. Gewisse gentechnische Eingriffe haben Nebenwirkungen, die man nicht überblicken kann, vor allem dann, wenn sie ungezielt eingesetzt werden. Es gibt eine gewisse unkontrollierte Verbreitung der GVO schon durch die Natur selber, beispielsweise über die Landesgrenzen. Ich erinnere mich gut an einen entsprechenden Fall, den ich in einer früheren Amtstätigkeit intensiv zu bearbeiten hatte. Aber es gibt auch harmlose Anwendungen; es gibt kontrollierbare Anwendungen. Insofern sind wir eben in einer schwierigen Konfliktlage.

Wenn wir eine Antwort suchen, scheint es nahe zu liegen – wie das Herr Plattner auch gemacht hat –, nach einer verbindlichen Wertordnung zu suchen, und das kann nur die Verfassung sein. Wir sind als Parlamentarierinnen und Parlamentarier nicht nur nach unserer persönlichen Wertordnung gefragt, sondern gemäss der Wertordnung der Verfassung. Die grundrechtliche Wertordnung der Verfassung ist – das scheint mir wichtig zu sein – nicht einfach restriktiv. Sie ist nicht nur eine Missbrauchsverfassung. Sie operiert nicht nur mit Verboten. Die Verfassung ermöglicht ein konstitutives Grundrechtsverständnis, einen konstitutiven Grundrechtsschutz. Sie erlaubt es, mit positiven Schutzpflichten – und mit den Gesichtspunkten der Nachhaltigkeit und der Wahrung der biologischen Vielfalt – zu argumentieren. Damit scheint mir, dass fast von vornherein ein Moratorium oder auch nur ein teilweises Moratorium verfassungsrechtlich fragwürdig, wenn nicht sogar verfassungswidrig ist. Die Verfassung verlangt eine Missbrauchsgesetzgebung und gestattet nicht einfach ein generelles Verbot. Sie verlangt differenzierte, gezielte Schranken in den einzelnen Bereichen, eben dort, wo besondere Gründe vorhanden sind.

Mir scheint auch, ein Moratoriumsantrag wäre sachlich widersprüchlich. Wenn der Rat so vorgeht, wie die Kommission das vorgeschlagen hat, und sich durch das ganze Gesetz hindurcharbeitet und insbesondere Artikel 6 zustimmt, kann man dann nicht im Nachhinein ein Moratorium beschliessen, ohne sich in einen sachlichen Widerspruch zu verrennen, so scheint es mir.

Schliesslich noch zu einer anderen kritischen Anforderung, die sich aus der Verfassung ergibt: Für mich – eigentlich nicht für mich, sondern für die Verfassung – ist es ein Gebot der Demokratie. Unsere Verfassung verlangt, dass die «wichtigen» Bestimmungen, wo dies möglich ist, in die Verfassung selber aufgenommen werden. Zu den wichtigen Bestimmungen gehören die Beschränkungen der verfassungsmässigen Rechte, gehören die Rechte und Pflichten der Einzelnen. Sie gehören ins Gesetz, nicht in eine Verordnung

und auch nicht an die Verwaltung delegiert. Also wäre es doch wohl ein Sündenfall, wenn man unbestimmte Regelungen, beispielsweise eine Interessenabwägungskompetenz, an die Verwaltung weitergeben würde, wo das eben nicht nötig und sachlich anders regelbar ist. Das sind Hintertüren, etwa wenn man auf die überwiegenden Interessen verweist, wo dies nicht nötig ist. Das ist schon von der Demokratie her fragwürdig.

Ich bitte Sie also, angesichts dieser eindrücklichen Arbeit der Kommission, die präzise Kriterien, Haftpflichtnormen, Strafvorschriften, Verjährungsbestimmungen usw. festgelegt hat, nun diesen Weg durchzustehen. Es wird ohne ihn sehr, sehr schwierig sein, derartige Bewilligungen zu erhalten. Alles andere droht die Zukunft zu blockieren.

Ich bitte Sie um Eintreten auf die Vorlage.

Büttiker Rolf (R, SO): Vorerst danke ich der Kommission für ihre grosse Arbeit.

Aufgrund meiner Ausbildung erlaube ich mir, zu diesem Gesetz etwas zu sagen. Ich muss betonen, dass ich klar für eine Zukunftslösung und gegen ein Verbot bin. Die Strategie für unser Land muss also lauten: klare Regeln für Zulassung und Haftung statt befristete Verbote. Das ist mein Strategieansatz für dieses Gesetz. Doch auch bei diesem Lösungsansatz muss man etwas zugeben, wenn man das Gesetz analysiert – das habe ich Herrn Plattner vorhin auch gesagt –: Ich befürchte, und das ist die zentrale Frage, dass es bei den jetzt vorgeschlagenen, strengen Bewilligungsverfahren und den kumulierten Haftungsbestimmungen in der Schweiz zu einem faktischen Moratorium kommt, dass wir mit dem jetzt vorgeschlagenen Text faktisch ein Moratorium installieren. Es wird sicher darauf herauskommen – da spreche ich aus Erfahrung –: Das Gesetz wird das eine sein; was die Bewilligungsinstanzen, also Verwaltung und Gerichte, daraus machen, das wird das andere sein. Das wird hier ganz entscheidend sein. Bei den Haftungsbestimmungen z. B. ist die Schnittstelle zwischen Produkthaftpflichtgesetz und Umweltschutzgesetz nicht sauber gelöst – das sagen jedenfalls die Juristen – und auch nicht unbedingt europakompatibel gestaltet.

Ich habe in der soeben erschienenen dritten Ausgabe des «Swiss Biotechnology Industry Guide» das Potenzial angeschaut, das die Biotechnologie in unserem Land hat. Der Schweizerische Nationalfonds listet dort 269 Firmen auf: 120 Biotechnologiefirmen, weitere 120 Firmen entwickeln biotechnologiebezogene Aktivitäten, 18 Firmen sind der Nahrungsmittelbranche zuzuordnen, 6 der Landwirtschaft und 5 der Umweltbranche (Abfallentsorgung und Umweltschutz). Allein im Jahre 2000 wurden in der Schweiz zwölf neue Biotechnologiefirmen gegründet. Ein Moratorium – faktisch oder gesetzlich – wie auch die vorgesehene Haftpflichtregelung entziehen meiner Meinung nach vielen KMU-Betrieben jegliche Entwicklungschancen im Bereich der Biotechnologie. Für viele kleine und mittlere Unternehmen, z. B. in der Saatgutzüchtung, bietet die Züchtung von Hybridsorten gute Möglichkeiten, sich neue Märkte zu erschliessen.

Noch etwas zu dem, was Kollega Plattner zu Forschung und Entwicklung sagte: Ich bin der Meinung, dass die anwendungsorientierte landwirtschaftliche Forschung unserer Hochschulen und Forschungsanstalten selbst bei einem die Forschung ausschliessenden Freisetzungsmoratorium gefährdet ist. Warum? Produkte können nämlich nur entwickelt werden, wenn neue Erkenntnisse schrittweise vom Labor ins Feld und schliesslich in die Praxis übergeführt werden können. Das ist der wissenschaftliche Denkansatz. Ich frage mich auch, ob es richtig ist, wenn heute eine schweizerische Forschungsanstalt – nicht ein Betrieb – ihre Versuche mit gentechnisch veränderten Kartoffeln in der Normandie durchführen muss, um deren Nutzen für die Landwirtschaft (Krankheitsresistenz) abzuklären.

Viele der mit Hilfe öffentlicher Mittel gefundenen Erkenntnisse haben unbestritten ein enormes Potenzial für Länder der Dritten Welt, z. B. der krankheitsresistente Weizen oder der so genannte Vitamin-A-Reis der ETH. Ein sozial und